

► Coupes sombres dans l'éducation

Toujours moins d'écoles, moins de professeurs titulaires ; un recours systématique aux emplois précaires... La casse du service public d'éducation se poursuit. Pour 2006, ce sont 6 050 postes en moins qui seront ouverts aux concours de recrutement dans l'éducation, dont 1 500 en moins dans le primaire, alors même qu'on y annonce une hausse des effectifs de + 42 700 élèves ! C'est l'avenir des étudiants qui se destinent à l'enseignement qu'on remet en cause, ce sont aussi les conditions d'enseignement, les effectifs des classes et la scolarisation des 2 ans qui en pâtiront.

N'hésite pas à lire la presse révolutionnaire !

RED



RED, le mensuel des JCR-RED

ROUGE



ROUGE, l'hebdo de la LCR

★ QUI SOMMES NOUS ?

Nous nous battons pour un changement radical de la société. Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, une société sans racisme, sans sexisme, où chacun aura son mot à dire et trouvera un emploi et un logement corrects, c'est à dire une société vraiment socialiste, bien loin des déformations et caricatures stalinienne. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant.

Aucune confiance à ceux qui nous répètent que nous vivons dans le meilleur des mondes, à ceux qui, de la droite dure à la gauche molle, acceptent de gérer ce système ! Nous, nous misons sur l'émergence collective de la population, des jeunes, des travailleurs sur la scène politique.

Il nous faut imposer une réelle démocratie, fondée sur le contrôle, mais aussi sur de nouveaux rapports économiques basés sur le partage du travail et des richesses.

- le site national de la LCR www.lcr-rouge.org
- le site national des JCR www.jcr-red.org

CARTON ROUGE! n°3 - février 06

Bulletin des jeunes de la Ligue Communiste Révolutionnaire de Nantes

**E
D
I
T
O**

On s'embrasse au mois de janvier car une nouvelle année commence mais depuis des éternités notre situation ne fait qu'empirer. Passés les « bonne année » et « bonne santé » d'usage, on retombe dans la réalité.

L'année 2005 s'est achevée avec la fin de l'Etat d'urgence pourtant sans être Madame Soleil, on a bien compris que la répression, la multiplication des contrôles au faciès et les expulsions de sans-papiers sont toujours d'actualité. « 2006 sera une année d'action » a prédit Sarkozy ; ça veut dire une nouvelle politique d'objectifs chiffrés pour « l'immigration choisie » au détriment de « populations subies » ou encore « une réserve citoyenne de la police nationale » avec « des signes distinctifs », chemises noires ou brunes, il hésite encore.

Les bonnes résolutions du gouvernement pour cette année sont diverses : continuer la casse des services publics, de l'éducation, du code du travail. Nos étrennes le seront diverses : éducation, santé au rabais, chômage, précarité... Rien de tellement neuf pour 2006...

Et pourtant, à aucun autre moment de son histoire, la civilisation humaine n'a eu autant de richesses, de connaissances pour satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité. On pourrait éradiquer la faim, la maladie, la misère, sauver les équilibres écologiques et engager l'humanité sur la voie d'une existence vraiment humaine. Mais il y a un gouffre entre ce qui est et ce qui pourrait être. Le fossé entre la majorité de la population et une poignée de privilégiés se creuse de plus en plus. 1% de la population mondiale possède 57% des richesses.

Plus que jamais, le renversement de cet ordre mondial barbare et injuste est à l'ordre du jour. Bâtir une société nouvelle où la loi du fric n'existera plus, une société qui satisfera les besoins de toute l'humanité, une société libérée de toute forme d'exploitation et d'oppression, c'est le combat auquel nous voulons contribuer. Elle ne pourra naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. On ne peut pas attendre que ceux qui nous dirigent nous laissent les clés de la maison, nous ne pouvons compter que sur nos forces pour reprendre ce qu'ils nous ont volé.



Je souhaite prendre contact avec les jeunes de la LCR 44

NOM

PRENOM

Adresse

Téléphone

Email

Tu peux soit donner ce coupon à un militant, soit l'envoyer à cette adresse : LCR 44 ; 17, rue Paul Bellamy 44000 Nantes, ou bien encore nous envoyer un email à lcrnantes@yahoo.fr. Nous disposons d'un site Internet : lcr44.free.fr

► Seigneurs du monde, saigneurs du tiers-monde !

Les maîtres du monde ne manquent jamais de promettre à chaque réunion du G8 - le sommet des dirigeants des 8 pays les plus riches - un nouvel ordre mondial de démocratie, de paix et de prospérité. Un simple regard sur l'actualité suffit pour démentir ces promesses. Les violences sociales, les guerres civiles endémiques, les génocides se multiplient.

La raison d'être du G8, comme celle des institutions internationales (FMI, OMC, Banque Mondiale, ONU...), est d'organiser et maintenir la mainmise des multinationales sur le monde, à commencer par les pays les plus pauvres, pour pouvoir y utiliser une main-d'oeuvre surexploitée, accéder aux produits et aux matières premières dont ils ont besoin et contrôler les marchés pour écouler leurs marchandises.

Cette mainmise s'organise de bien des façons, du contrôle des cours mondiaux des matières premières à l'intervention militaire directe en passant par la pression de la dette des pays pauvres.

Rwanda : les responsabilités de l'état français

Sans doute plus que tout autre, le Rwanda a payé le prix fort de cet ordre mondial impérialiste.

Jusqu'en 1989, le Rwanda était autosuffisant sur le plan alimentaire. La même année, les Etats-Unis imposent dans le cadre du GATT (l'ancêtre de l'OMC) une baisse de 50 % du prix du café, une des principales sources de revenu du pays. Parallèlement le Rwanda est contraint par le FMI de faire des coupes sombres dans le budget de l'Etat pour rembourser sa dette. La monnaie est dévaluée de 50 %, ce qui entraîne une forte hausse des prix et plonge encore plus la population dans la misère.

C'est dans ce contexte qu'un génocide commence en décembre 1993 avec la complicité active de la France. Il y aura un million de morts pour une population de 7,5 millions. La France a soutenu jusqu'au bout le régime en place en lui fournissant armes et conseillers militaires pour former les miliciens qui ont perpétré les massacres contre les Tutsis et les opposants Hutus. Et comme le cynisme ne connaît aucune limite, les autorités françaises ont usé de leur influence dans les instances internationales pour que tout nouveau prêt soit conditionné au remboursement de la dette de l'ancienne dictature, dette essentiellement constituée d'achats d'armes. En somme, la France exigeait des victimes du génocide de rembourser les armes achetées par leurs bourreaux pour les exterminer !

Onze ans plus tard, une instruction judiciaire vient d'être ouverte contre l'armée française pour « complicité de génocide » après des mois où la ministre des Armées et l'Etat français ont tout fait pour bloquer la procédure. Rien ne garantit cependant que l'armée française sera reconnue coupable puisque l'instruction est menée par le tribunal... des Armées, seul habilité à juger des

militaires pour des actes commis dans le cadre de leurs fonctions ! Au-delà du Rwanda, ce sont tous les crimes coloniaux de la France qui sont en cause et que le gouvernement cherche à réhabiliter aujourd'hui, les pillages, les massacres, l'esclavage, les tortures et la répression dont furent victimes les populations des territoires colonisés. Mais encore au-delà, c'est le système capitaliste mondial et ses institutions qu'il faut combattre pour bâtir une société basée sur la satisfaction des besoins de tous et non sur les profits de quelques-uns.

► Conférence de l'OMC : marché de dupes au profit des pays riches

Le bilan du dernier sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong, qui a réuni 149 pays membres, est bien maigre. Si l'élimination de toute forme de subvention aux exportations agricoles d'ici 2013, a été décidée, ce n'est qu'un marché de dupes pour que les pays pauvres s'ouvrent davantage encore aux multinationales du Nord dans le secteur des services et des produits manufacturés. Ainsi, l'ouverture des marchés aux produits non agricoles mettra en concurrence frontale les multinationales des pays riches et les petites "industries locales" qui ne feront pas le poids. L'OMC n'œuvre pas pour le bien des peuples mais les soumet au joug des multinationales.



► Jeunes jetables !

Notre avenir s'annonce radieux... Un pas de plus vient d'être franchi dans l'institutionnalisation de la précarité pour tous : après le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) dans les entreprises de moins de 20 salariés, le contrat « première embauche » (CPE) pour les chômeurs de moins de 26 ans. Eux aussi seront licenciés sans motif par l'employeur pendant 2 ans puisque redevables de la même période d'essai que les salariés embauchés par le biais du CNE. Le chômage massif que connaissent les jeunes est utilisé par le gouvernement pour détruire le code du travail, les garanties collectives et faire de l'emploi précaire la règle commune. Loi après loi, le « modèle social » anglo-saxon à base de précarité et flexibilité fait son trou. Quant aux entreprises, déjà allégées de 19 milliards de charges, elles vont bénéficier pendant 3 ans d'exonération de charges sociales pour chaque contrat « premier embauche ». Nous condamnons cette nouvelle agression contre les jeunes et le monde du travail menée conjointement par Villepin, Sarkozy et le MEDEF. Il y a urgence à réagir tous ensemble ! C'est maintenant qu'il faut mettre en échec la politique libérale de déréglementation et de casse sociale.